



## L'UIHJ auditionnée par le Conseil de l'Europe

**Une délégation du bureau de l'UIHJ, composée de Leo Netten, 1<sup>er</sup> vice-président et de Bernard Menut, secrétaire du bureau, a été auditionnée par le Conseil de l'Europe le 9 juin 2004.**

Cette rencontre s'est déroulée dans le cadre de la Commission européenne pour l'efficacité de la justice (CEPEJ) qui tenait sa 3<sup>e</sup> réunion plénière du 9 au 11 juin 2004 à Strasbourg. L'UIHJ était auditionnée en qualité d'observateur auprès de cette commission et le texte ci-dessous reprend une partie des interventions des deux intervenants.

### **UIHJ : rayonnement à travers le monde**

Une très large majorité des pays membres du Conseil de l'Europe comporte une représentation au sein de l'UIHJ, et notamment de nombreux pays d'Europe de l'Est ou issus de l'éclatement de l'Union soviétique. L'UIHJ regroupe les associations nationales ou chambres nationales d'huissiers de justice, qu'il s'agisse de professionnels libéraux ou de fonctionnaires, de près de 60 pays dans le monde.

Une coopération s'est établie entre l'UIHJ et le Conseil de l'Europe, qui fait appel à certains membres de l'UIHJ pour mener des actions d'expertises dans divers pays. C'est ainsi que des experts, membres de l'UIHJ, ont accompli récemment des missions en Albanie, Bulgarie, Georgie, Moldavie, Russie, et l'UIHJ est partenaire du projet d'un Centre européen de formation en matière d'exécution (European Enforcement Training Centre – EETC), en Bulgarie. L'UIHJ entend poursuivre de façon soutenue, sa collaboration avec le Conseil de l'Europe, et fournir le soutien de ses experts pour aider au développement des objectifs du Conseil de l'Europe.

Sur d'autres continents que l'Europe, l'UIHJ intensifie ses démarches au sein du continent africain où elle est massivement représentée, mais aussi dans le continent sud-américain qui connaît un fort besoin dans les domaines de compétence de l'UIHJ, et plus récemment en Asie avec une mission en Thaïlande.

### **Efficacité de la justice**

L'UIHJ se sent particulièrement concernée par l'efficacité de la justice, car elle est un acteur

de cette dernière. Ses membres sont proches du justiciable, consommateur de justice. Les huissiers de justice membres de l'UIHJ connaissent donc bien les attentes du justiciable, qu'il s'agisse du demandeur ou du défendeur au procès. Le rôle des huissiers de justice se situe à la fois en amont du procès, dans l'engagement du procès, mais aussi dans l'exécution de la décision rendue. A ce titre, les huissiers de justice sont parfaitement informés des attentes des citoyens, et de leur sentiments à l'égard de la justice.

L'UIHJ en qualité d'organe représentant les huissiers de justice et officiers judiciaires de la plupart des pays membres du Conseil de l'Europe est un observateur privilégié de l'efficacité de la justice. L'UIHJ représente les intérêts d'un des acteurs de l'efficacité de la justice.

### **Information du justiciable**

L'information du justiciable est essentielle pour remplir les conditions d'un procès équitable. Aussi, l'UIHJ milite pour une information complète, sécurisée, rapide et de qualité.

Le volume d'information dont dispose le citoyen consommateur de justice est important, et cela étouffe parfois la qualité de l'information. Le citoyen ayant alors du mal à extraire l'essentiel et ce qui est important pour lui. Il faut pourtant continuer à renforcer l'information, mais en même temps il faut rendre celle concernant les droits et obligations du justiciable, parfaitement lisible, et compréhensible.

L'UIHJ considère que, pour ce qui concerne l'introduction de l'instance, la connaissance du jugement et donc l'exercice des voies de recours, ou encore la connaissance d'une action d'exécution à l'encontre du débiteur condamné, l'information ne peut se faire que par la rencontre physique entre l'huissier de justice et le justiciable.

Pour l'UIHJ seule la signification personnelle des documents et actes judiciaires, doit être retenue par préférence à la notification par voie postale qui contribue, qu'elle qu'en soit la forme, à assimiler l'information judiciaire à une information banale.



La signification permet à l'huissier de justice de compléter l'information du justiciable, en l'orientant et en lui donnant les conseils nécessaires, sans toutefois empiéter sur les compétences naturelles de représentation dévolues à l'avocat.

La notification postale au contraire ne permet pas à l'agent postal qui en est chargé, de fournir la moindre information sur le document, puisqu'il ignore le contenu de celui-ci. En outre, l'avis de réception ne permet pas d'identifier avec précision, même en présence d'une signature, la personne qui a reçu l'information. De plus, l'avis de réception n'est pas toujours retourné en temps utile. Enfin, il est impossible de savoir si le justiciable a bien compris l'information dont il a été destinataire.

La signification par l'agent judiciaire qui en est chargé, l'huissier de justice ou l'officier judiciaire, explique avec précision au juge les conditions de la remise des documents au destinataire, permettant ainsi au magistrat de savoir si les conditions d'un procès équitable sont remplies, et si les droits de la défense ont été respectés. Ceci est essentiel, dans le cadre de la transmission des actes d'un pays à un autre, si l'on veut donner toute sa force au titre exécutoire européen qui va entrer en vigueur au sein de l'Union européenne.

### **Développement des procédures simplifiées**

L'UIHJ constate que, s'agissant des recouvrements de créances, la très grande majorité des affaires se fonde sur un caractère contractuel qui n'est généralement pas contesté. Ce sont essentiellement des difficultés passagères de paiement ou la négligence qui sont à la base du non paiement. Ces affaires ont la particularité d'être d'un montant moyen faible, mais de représenter un volume important en nombre. Il convient donc de promouvoir des procédures simples, rapides, et d'accès aisé, dans lesquelles le citoyen pourrait obtenir une décision de justice rapidement. Toutefois, la rapidité n'exclut nullement le contrôle, afin d'éviter les demandes fantaisistes (qui pourraient fleurir en l'absence de contrôle) ou les demandes juridiquement infondées.

L'UIHJ considère que la procédure d'injonction de payer, selon le modèle français, qui garantit le contrôle préalable par un juge, est préférable au modèle allemand dont le caractère mécanique et l'absence de contrôle préalable du juge ne permet pas de garantir véritablement les droits

du défendeur, par hypothèse en situation de faiblesse.

L'UIHJ considère que la présence d'un juge chargé de ce contrôle est donc indispensable en amont de la délivrance de la décision, si l'on veut utiliser ce titre simplifié comme titre exécutoire européen. Cette réflexion vaut bien entendu pour les pays, même non membres de l'Union Européenne.

L'UIHJ considère en outre qu'il faut promouvoir en Europe un moyen permettant d'obtenir une décision de justice rapidement, dès lors que l'affaire présente un degré d'urgence évident et qui puisse être contrôlé. Cette décision doit cependant respecter le caractère contradictoire, permettant à l'adversaire de faire valoir ses arguments, mais dans un temps donné et court.

### **Efficacité de la justice et statut de l'huissier de justice**

L'UIHJ milite pour un statut libéral de l'huissier de justice dans le monde, statut qui s'avère indispensable pour la mise en œuvre d'un système judiciaire fiable, équitable et performant.

Par ailleurs, l'UIHJ œuvre pour l'harmonisation des missions des huissiers de justice, notamment en Europe, et elle souhaite la création d'un huissier de justice européen.

L'UIHJ considère que ce n'est que grâce au statut libéral que l'on parviendra à l'harmonisation d'un statut au sein de l'Europe. Le caractère libéral de la fonction, qui existe dans de nombreux pays, doit prévaloir sur le statut d'agent fonctionnaire. En effet, l'UIHJ considère que le statut libéral apporte plus de valeur ajoutée que le statut fonctionnaire et en outre il est moins coûteux pour l'Etat.

L'huissier fonctionnaire dépend de sa hiérarchie, et dans certains pays, elle est si pesante, qu'elle donne des ordres pour l'exécution des décisions de justice, ce qui est inacceptable dans un Etat de droit. Généralement, l'huissier fonctionnaire est sous la tutelle de deux ministères (justice et finance), ce qui ne contribue pas à faciliter ses missions. Enfin, l'évolution de la carrière de l'huissier fonctionnaire peut le conduire à manquer d'indépendance. En outre, le maintien d'un corps important d'huissiers fonctionnaires dans les Etats se heurte aux contraintes budgétaires strictes. Les Etats souhaitent alléger les charges financières engendrées par la fonction publique, et le passage au statut libéral est une source notable d'économie des fonds publics pour les Etats.



Le statut libéral induit l'indépendance et la responsabilité, et l'huissier de justice est par conséquent responsable pénalement et civilement. Il est indépendant de son client dès lors qu'il est juriste, et responsable, et il refusera de prêter son concours si la mission demandée est illégale. L'huissier de justice doit avoir la responsabilité de la conduite des mesures d'exécution, en toute indépendance, notamment par rapport au juge, mais il sera soumis au contrôle de ce dernier. La responsabilité de l'huissier de justice doit être engagée lorsqu'il transgresse les deux principes fondamentaux qui doivent guider son action, à savoir la proportionnalité des actions par rapport à ce qui se révèle nécessaire, et l'objectivité dans la mise en œuvre de ses missions.

### **Efficacité de la justice et formation des professionnels**

L'UIHJ milite pour un haut niveau de formation juridique des huissiers de justice dans le monde, facteur de sécurité juridique et donc de stabilité. Mais cette réflexion vaut pour tous les professionnels participants à l'œuvre de justice. En ce qui concerne l'huissier de justice, celui-ci doit avoir, dans les pays où ce n'est pas encore le cas, le même niveau de formation que le juge et l'avocat. En effet, avec ces derniers, il constitue les trois maillons nécessaires et indispensable du procès (le juge tranche, l'avocat représente, l'huissier de justice exécute les décisions).

Pour parvenir à cet objectif, l'UIHJ organise ou collabore à de multiples séminaires, colloques et à la mise en place d'écoles de formation dans les pays où elle est implantée.

C'est ainsi, qu'en Afrique, dans les pays de la zone Ohada, elle organise annuellement plusieurs actions pour la formation des huissiers de justice africains. Il en est de même dans les pays de l'Est de l'Europe (ex : Pologne, Hongrie, etc.), où les besoins en terme d'harmonisation sont importants. Des actions similaires se déroulent ou seront mises en place avec les pays du Maghreb (Tunisie, Maroc et Algérie).

Pour l'UIHJ, il apparaît nécessaire en outre, et pour une efficacité accrue de la justice, que la formation continue des professionnels de justice, au même titre que celle des huissiers de justice et officiers judiciaires soit rendue obligatoire, selon des modalités qui pourraient être homogènes en Europe en terme de durée préconisée (un volume d'heure annuel par exemple).

### **Discipline et contrôle des professionnels**

Les missions des professionnels de la justice sont d'une telle importance qu'elles doivent répondre à des normes qualitatives de très haut niveau. Cela passe, en complément de la formation, par un contrôle éthique et une discipline des membres qui exercent l'une des professions de justice (juge, avocat, greffier, huissier de justice, etc.). L'efficacité de la justice passe par la protection du justiciable contre les erreurs des professionnels de la justice, et la réparation des erreurs de ces derniers, et donc l'indemnisation des victimes.

L'UIHJ préconise un contrôle à deux niveaux. Au niveau professionnel, un comité de discipline et d'éthique, composé de membres de la profession concernée, qui exerce un contrôle disciplinaire et d'éthique sur les membres de la profession, avec un arsenal de sanctions adaptées. Au niveau extra professionnel, pour les cas plus graves de transgression des règles professionnelles et d'éthique, un juge doit être chargé de sanctionner, en tant que de besoin, les comportements des professionnels qui ne respectent pas les règles ou leur déontologie. Ces sanctions peuvent aller jusqu'à écarter définitivement un professionnel de l'activité. Le justiciable qui s'estime lésé par une action d'un professionnel, qui résulterait d'une faute de ce dernier, doit avoir un accès direct aux organes de discipline et de contrôle. Il conviendra toutefois d'éviter les dérives que pourraient générer des demandes farfelues.

### **Les priorités d'action de l'UIHJ**

Des délais maîtrisés, une information complète du justiciable ainsi qu'une exécution rapide et équitable des décisions de justice sont les priorités de l'action de l'UIHJ. Aussi, cette dernière ne peut que se réjouir de toute avancée dans ce sens, qui contribuera à rendre la justice plus efficace, dans la réalité et dans sa perception par le citoyen consommateur de justice.

Enfin, l'UIHJ rappelle qu'elle est et demeure prête à coopérer avec le Conseil de l'Europe, sur toutes questions d'ordre juridique concernant la justice et les décisions judiciaires en général, et les huissiers de justice en particulier. L'UIHJ répondra favorablement à toute demande de consultation, d'audition ou d'expertise dans ces domaines.



## The UIHJ is heard by the Council of Europe

**A delegation of the committee of the UIHJ, made up of Leo Netten, 1st Vice President and Bernard Menut, Committee Secretary, was heard by the Council of Europe on the 9th of June 2004.**

This meeting took place in the framework of the European Commission for the Efficiency of Justice (CEPEJ), which was holding its 3rd plenary meeting from the 9th to the 11th of June 2004 in Strasbourg. The UIHJ was heard by this commission in its capacity of observer and the text below relates part of what passed between the two parties.

### **UIHJ: an influence that crosses borders**

A very large majority of the member countries of the Council of Europe are represented within the UIHJ, and this is particularly true for several Eastern European countries or countries that were formed after the collapse of the Soviet Union. The UIHJ brings together national associations or national chambers of enforcement agents, be they independent professionals or state employees, from nearly 60 countries around the world. A relationship of cooperation has been established between the UIHJ and the Council of Europe, which calls upon certain of the members of the UIHJ to perform expertise tasks in various countries. It is in this context that experts, members of the UIHJ, recently accomplished missions in Albania, Bulgaria, Georgia, Moldavia, and Russia, and the UIHJ is a partner in the project of establishing a European Enforcement Training Centre (EETC) in Bulgaria. The UIHJ intends to actively pursue its collaboration with the Council of Europe and to provide the support of its experts to assist in the development of the objectives of the Council of Europe.

Outside of Europe, the UIHJ is intensifying its work in the African continent where it is largely represented, but also in South America where there is a great demand for the competences of the UIHJ, and more recently in Asia with a mission in Thailand.

### **The efficiency of justice**

The UIHJ feels particularly concerned by the efficiency of justice, since it sees itself as a representative of the concept. Its members feel a certain affinity with any person implicated in the legal proceedings, who is in a sense a 'consumer of justice'. Therefore the enforcement agents who belong to the UIHJ are well aware of the expectations of those implicated in the proceedings, be it the plaintiff or the defendant in the trial. The role of the enforcement agent comes into play upstream of the trial, in the institution of the trial, but also in the enforcement of the decision pronounced. As a result, enforcement agents are very aware of the citizens' expectations, and of their feelings about justice.

In its capacity as a body representing enforcement agents and other types of judicial officers from most of the member countries of the Council of Europe, the UIHJ is a privileged observer of the efficiency of justice. The UIHJ represents the interests of one of the professional parties concerned and is therefore directly involved in the efficiency of justice.

### **Informing the implicated persons**

The task of informing the implicated persons is essential in satisfying the conditions required for a fair trial. Equally, the UIHJ campaigns for complete, secure, rapid and high quality information. The amount of information provided for the citizen - 'consumer of justice' is considerable, and this can sometimes have a negative effect on the quality of the information. Therefore the citizen may have difficulty in identifying the essential elements of the information and what is important for his particular case. It is nonetheless necessary to continue to consolidate the information, but at the same time it is imperative to ensure that the information concerning the rights and obligations



of the implicated persons is perfectly legible and comprehensible.

The UIHJ considers that, in terms of the institution of the proceedings, the knowledge of the judge's decision and of the possible appeal procedures, or the knowledge of the approach of an enforcement procedure against the sentenced debtor, the best way to inform the implicated person is through a direct meeting between the enforcement agent and the implicated party.

For the UIHJ, personal notification of the legal documents should be favoured above notification by post which contributes, regardless of the form that it takes, to relaying a confusing message that the legal information is banal.

Notification allows the enforcement agent to complete the procedure of informing the implicated persons, by guiding them and giving them the necessary advice without, however, encroaching on the representative competence of the lawyer.

In contrast, in the case of notification by post, the postal employee delivering the documents is incapable of providing the slightest information regarding these documents since he is unaware of the content. Moreover, acknowledgement of receipt does not make it possible to identify precisely, even when it requires a signature, the person receiving the information. Furthermore when documents requiring acknowledgement of receipt are sent the acknowledgement is not always returned quickly enough. Finally, it is impossible to know whether the implicated person has fully understood the information that he has been sent.

Notification by the legal agent in charge of the case, the enforcement agent or any other judicial officer allows the judge to be informed of the conditions under which the documents were put in the hands of the implicated person, which therefore allows the magistrate to know whether the conditions for a fair trial have been satisfied and whether the rights of the defendant have been respected. This is essential in the event of the transferral of documents from one country to another to ensure the credibility of the European enforcement order that is to take effect within the European Union.

### **Developing simplified procedures**

The UIHJ has noted that, in the matter of debt recovery, a very large majority of cases are of a contractual nature and therefore tend not to be

contested. It is mainly cases of people encountering passing difficulties in making their payment or cases of negligence that are at the root of failure to pay debts. These cases have the peculiarity of representing a low average sum but of being very frequent. It would therefore be appropriate to promote simple, quick, and easily accessible procedures through which the citizen could obtain a decision by court order rapidly. However, rapidity must not under any circumstances undermine the need for controls, so as to avoid unorthodox requests (which could flourish in the absence of controls) or legally unfounded requests.

The UIHJ considers that the Injunction to Pay procedure, according to the French model, which guarantees a prior control carried out by a judge, is preferable to the German model whose mechanical character and absence of prior control by the judge fails to truly guarantee the rights of the defendant, who is therefore hypothetically at a disadvantage.

Hence the UIHJ considers that the presence of a judge charged with the task of checking the validity of the request is indispensable, and this upstream of the pronouncement of the decision, if we want to use this simplified order as a European enforcement order. It is well worth raising these issues with the countries concerned, even those that are not members of the European Union.

The UIHJ also considers that, within Europe, it is important to promote a means of allowing a legal decision to be obtained rapidly, the moment that the case presents an obvious degree of urgency that can be checked. However this decision must respect the contradictory character of all cases that allows the opponent to present his arguments, but within a short specified time period. The efficiency of justice and the status of the enforcement agent

The UIHJ campaigns for an independent status for enforcement agents worldwide, a status that is indispensable for a reliable, fair and efficient legal system.

The UIHJ also works towards the harmonisation of the tasks attributed to enforcement agents, particularly within Europe, and it is in favour of the creation of a European enforcement agent.

The UIHJ considers that it is only through the establishment of this independent status that we will succeed in harmonising the status within Europe. The independent nature of the function,



which exists in several countries, must prevail over the status of an agent employed by the state. Indeed the UIHJ considers that an independent status brings a greater value added than the status of state employee and it is also less costly for the State.

An enforcement agent employed by the state depends on his hierarchy, and in certain countries this hierarchy has such power that it gives the orders to enforce legal decisions, which is unacceptable in a constitutional state. Generally, an enforcement agent who is employed by the state works under the tutelage of two ministries (justice and finance), which does not facilitate his task. Finally, the issue of career advancement for an enforcement agent who is employed by the state can lead to a lack of independence. In addition, the need to maintain a sufficiently large number of state-employed enforcement agents in the States can conflict with strictly controlled budgets. States are constantly looking to decrease the financial expenses needed to run the State, and the adoption of an independent status represents a notable means of saving public funds for the States.

The independent status results in increased independence and responsibility, and consequently the enforcement agent is responsible from both a penal and a civil standpoint. He is independent from his client from the moment that he is a jurist, and responsible, and he will refuse to support or participate in any illegal cause. The enforcement agent must have the responsibility for managing the enforcement measures, in total independence, particularly in relation to the judge, but the latter will nonetheless be able to carry out controls regarding the work of the enforcement agent. The responsibility of the enforcement agent must be engaged should he contravene either of the two basic principles that should guide his actions, which are the proportionality of the action taken in relation to what is necessary and the objectivity required for the performance of his tasks.

### **The efficiency of justice and the training of professionals**

The UIHJ campaigns for a high level of legal training for enforcement agents throughout the world, which is a factor that contributes to legal security and consequently stability. But this conviction is true for all professionals who participate in the workings of justice. Concerning the enforcement

agent, he must have, in those countries where this is not yet the case, the same level of training as that of a judge or lawyer. Effectively, alongside the latter two figures, the enforcement agent completes the three links in the chain that are necessary and indispensable to the trial (the judge decides, the lawyer represents, the enforcement agent enforces the decisions).

To fulfil this objective, the UIHJ organises or contributes to a great many seminars and symposiums and also participates actively in the creation of training centres in the countries in which it is established.

So it is that in Africa, in the countries in the Ohada (Organization for the Harmonization of Business Law in Africa) zone, each year it organises several actions relating to the training of African enforcement agents. The same is true in the Eastern European countries (e.g.: Poland, Hungary, etc.) where there is an important need for harmonisation. Similar actions are underway or will be set in motion in the Maghreb countries (Tunisia, Morocco and Algeria).

For the UIHJ, it also seems necessary, with a view to ensuring a more efficient justice system, that continued training of legal professionals in the same way as for enforcement agents and other judicial officers should be obligatory, according to modalities that could be harmonised within Europe in terms of the recommended duration (e.g. a certain number of hours per year).

### **Discipline and checks on professionals**

The tasks of legal professionals are of such importance that they should respond to qualitative standards of the very highest level. This implies, in addition to training, that the ethics and discipline of all those who work in the domain of justice (judge, lawyer, clerk of the court, enforcement agent, etc.) should be subject to controls. The efficiency of justice requires the protection of the persons implicated in legal proceedings against any errors that could be made by the legal professionals, and the reparation of any such errors, and therefore the indemnification of the victims.

The UIHJ recommends a double control. At the professional level, a discipline and ethics committee, made up of members of the profession in question, which would ensure a disciplinary and ethical control of the members of the profession,



armed with an array of appropriate sanctions. At the extra-professional level, for more serious cases of contravention of the professional and ethical rules, a judge should be responsible for sanctioning, as necessary, the behaviour of professionals who do not respect the rules or their deontology. These sanctions may extend as far as definitively banning a professional from exercising his activity. Any person implicated in legal proceedings who feels wronged by an action performed by a professional, as a result of a fault or an example of misconduct by the latter, must have direct access to the disciplinary and control bodies. However at the same time it is also important to avoid abuses that could generate eccentric or unfounded requests.

### **The priority objectives for UIHJ**

Respect for time constraints, complete information for the person implicated in the legal proceedings as well as quick and fair enforcement of legal decisions are the priority objectives that the UIHJ intends to achieve. The UIHJ can but be encouraged by any progress made in this direction, which will contribute to making the justice system more efficient in real terms as well as in the way that it is regarded by the citizen -'consumer of justice'.

Finally, the UIHJ repeats that it is and will remain ready to cooperate with the Council of Europe on all issues of a legal nature concerning the justice system and legal decisions in general, and enforcement agents in particular. The UIHJ will accept any invitation to participate in consultations or hearings or any request for expertise in these domains.



## Le Conseil de l'Europe adopte une recommandation en matière d'exécution des décisions de justice

**Le 9 septembre 2003, le Comité des ministres de la Justice des Etats membres du Conseil de l'Europe a adopté une recommandation qui pose les bases d'une standardisation de l'exécution des décisions de justice et des agents chargés de l'exécution.**

Les systèmes juridiques équitables, efficaces et accessibles sous-tendent et renforcent l'Etat de droit, sur lequel reposent les démocraties européennes. L'exécution d'une décision fait partie intégrante du droit fondamental de l'être humain à un procès équitable dans un délai raisonnable, conformément à l'article de la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH). La prééminence du droit est un principe qui ne peut être respecté que si les citoyens ont réellement la possibilité, en pratique, de faire valoir leurs droits et de contester les actes illégaux. C'est en se fondant sur ces grands principes que la recommandation édicte des principes directeurs concernant l'exécution et les agents chargés de l'exécution.

### **Une exécution équitable et efficace**

La recommandation s'applique en matière civile, commerciale et concerne tant le droit de la consommation que celui du travail ou de la famille. Les décisions de justice sont autant concernées que les autres titres exécutoires, judiciaires ou non judiciaires. La recommandation rappelle la prééminence du droit interne mais précise que la loi devrait être suffisamment détaillée pour apporter à la procédure sécurité juridique et transparence. Quant aux parties, ils doivent

coopérer de manière appropriée dans la procédure d'exécution. Il est heureux de lire que la recommandation pose les bases d'une obligation pour le défendeur de fournir des informations à jour sur ses revenus, ses biens et sur « toute autre question pertinente ». Les abus, venant de toute partie pendant la procédure d'exécution, ainsi que les reports intempestifs d'exécution doivent être évités, notamment en définissant clairement les droits et les obligations de chacun.

### **Des agents d'exécution compétents et responsables**

Le statut des agents d'exécution, leur rôle, leurs responsabilités et leurs pouvoirs devraient être prévus par la loi afin d'apporter autant de sécurité et de transparence que possible à la procédure d'exécution. Les compétences et la moralité des agents d'exécution doivent être exemplaires : ils doivent être amenés, au terme d'une formation préalable poussée, à passer des examens destinés à évaluer leurs connaissances théoriques et pratiques. Une formation continue est également requise. Ils doivent également respecter des règles professionnelles et éthiques élevées et reconnues, être soumis à un contrôle professionnel et à un suivi qui peut comporter un contrôle juridictionnel. Enfin, lorsqu'un Etat emploie des agents d'exécution, il doit lui offrir des conditions de travail appropriées, des ressources matérielles adéquates et du personnel suffisant et les rémunérer de manière adéquate, ce qui est malheureusement loin d'être le cas dans de nombreux pays où les agents de l'exécution ne jouissent pas d'un statut libéral.

L'UIHJ se déclare globalement satisfaite par ses recommandations qui vont dans le sens des objectifs qu'elle s'est fixés. Cependant, il est regrettable que, sur un domaine aussi important que la signification de documents, la remise en mains propres de documents par des agents d'exécution, la voie électronique et la poste soient placés sur un apparent pied d'égalité. En effet, l'UIHJ ne cesse de démontrer que seule la remise en mains propres de documents par des agents d'exécution constitue à ce jour une méthode efficace et appropriée pour assurer la signification de documents.





## The Council of Europe adopts a recommendation relating to the enforcement of decisions of justice

**On the 9th of September 2003, the Committee of Ministers of Justice of the Member States of the Council of Europe adopted a recommendation that sets down the bases for a standardisation in terms of enforcing legal decisions and the agents charged with their enforcement.**

Fair, efficient and accessible legal systems underpin and strengthen the constitutional state, on which the European democracies are based. The enforcement of a decision is an integral part of the fundamental right of every human being to a fair trial within a reasonable time period in conformity with the article of the European Convention on Human Rights (ECHR). The pre-eminence of law is a principle that can be respected only if the citizens truly have the possibility, in practice, to defend their rights and to contest illegal acts. It is because it is founded on these great principles that the recommendation edicts the directing principles concerning the enforcement of decisions and the agents responsible for enforcing them.

### **A fair and efficient enforcement procedure**

The recommendation applies in civil and commercial law and also concerns the rights of the consumer as well as those of the working population and the family. It concerns legal decisions but also other enforceable decisions, both legal and otherwise. The recommendation evokes the pre-eminence of internal laws but states that the law should be sufficiently detailed to bring legal security and transparency to the procedure. The

parties concerned shall cooperate in the enforcement procedure in an appropriate manner. It is encouraging to see that the recommendation lays down the bases for an obligation for the defendant to provide up-to-date information regarding his revenues, his assets and «any other pertinent issue». Any case of misuse, coming from any party during the enforcement procedure, as well as untimely delays in the enforcement procedure shall be avoided, notably by clearly defining the rights and obligations of all concerned.

### **Competent and responsible law enforcement agents**

The status of those charged with enforcing the decisions, their role, their responsibilities and their powers should be set out in the law to bring as much security and transparency as possible in the enforcement procedure. The competence and morality of those charged with enforcing the decisions must be exemplary: after a prior advanced qualification period they should take a series of exams to evaluate their theoretical and practical knowledge. A continued training is also required. They must also respect high and recognised professional and ethical rules, as well as being subject to professional controls and a surveillance that may include a jurisdictional control. Finally, when a State employs such enforcement agents, it must offer them appropriate working conditions, the necessary material resources, sufficient personnel and pay them adequately, which is unfortunately far from being the case in a number of countries in which the enforcement agents do not benefit from an independent status.

The UIHJ has declared itself to be generally satisfied by its recommendations in as much as they head in the direction of the objectives that it has set itself. However, it is regrettable that, in a domain as important as the notification of documents, the conveyance of documents by the enforcement agents themselves, electronic mailing and the postal systems are apparently placed on equal footing. Indeed, the UIHJ continues to declare that at present only the conveyance of the documents by the enforcement agents themselves constitutes an efficient and appropriate method for ensuring the notification of documents.